

9ÈMES JOURNÉES GÉOPOLITIQUE DE REIMS

CONFÉRENCES ET DÉBATS

JEUDI 16 ET VENDREDI 17 NOVEMBRE 2023

CAMPUS CROIX-ROUGE & SCIENCES PO CAMPUS DE REIMS

GENRE ET GÉOPOLITIQUE

Crédits photos : Jacinda Arden - Kirk HargreavesCCC
En hommage aux victimes des attentats contre deux mosquées de Christchurch, Jacinda Arden, alors première ministre néo-zélandaise, s'est présentée voilée lors de son déplacement officiel sur place.

Événement organisé par l'équipe de recherche Habiter (Université de Reims)
En partenariat avec Sciences Po Reims, Neoma BS, le Comité National Français de Géographie et l'académie de Reims

PRÉSENTATION

Les Journées Géopolitiques de Reims (JGR) sont des conférences publiques et gratuites de géopolitique.

Cette 9ème édition des Journées Géopolitiques de Reims (JGR 2023) propose de revenir sur le renouvellement épistémologique initié par les approches féministes et queers ces trente dernières années, en particulier celles émanant des chercheuses et chercheurs francophones.

En effet, la plupart des manuels de géographie politique anglophones, comme celui d'Agnew, Mamadouh, Secor et Sharp de 2015, date le tournant critique dans la sous-discipline aux années 1980. Wallerstein propose sa théorie marxiste des systèmes-mondes en 1979, puis O'Toal développe la géopolitique critique en problématisant les puissantes représentations géographiques sur lesquelles s'appuient les politiques mondiales et nos gouvernants (1986). Ce renouvellement a été à son tour questionné quand la géographie politique féministe a mis en évidence ses travers masculinistes (Kofman et Peake 1990) : elle s'est attelée à dénoncer la construction et la hiérarchisation spatiale du « politique », prônant à l'inverse des pratiques incarnées à partir d'une nouvelle « première échelle », celle du corps (Smith, 1992).

La rencontre entre le genre et la géopolitique donne l'opportunité d'étudier, avec un regard renouvelé, les articulations protéiformes et multiscalaires entre espace, échelle et pouvoir. Plusieurs questionnements viendront nourrir ces JGR : En quoi les géographies féministes et queers contribuent-elles à renouveler les manières d'appréhender des concepts classiques de la géopolitique comme l'Etat, la nation, la frontière ou des champs comme celui des migrations ?

Quels sont les rapports de pouvoir qui traversent l'espace public et l'espace privé, et quelles critiques de cette conception duale ces géographies proposent-elles ?

Comment les approches féministes de la géopolitique réinterrogent-elles les échelles de la violence et de la sécurité ? Et comment invitent-elles à une approche complexe et unique de la violence (Pain, 2015) qui dépasse le soi-disant monopole légitime des États pour rendre visible la dimension intime des conflits ?

Le programme que nous avons élaboré vise à couvrir ces thématiques assez variées, en plaçant au centre de nos questionnements la relation savoir-pouvoir : comment les penseuses féministes contribuent-elles à remettre en question le monopole d'énonciation du savoir légitime ? C'est aussi pour cela que nous avons souhaité donner la parole à une diversité d'intervenant.e.s de statuts différents, dont certain.e.s sont dans des situations de précarité institutionnelle, ce qui nous permettra d'éclairer aussi de cette manière, dans notre configuration même, les modalités de production des savoirs et de leur reproduction.

Le comité scientifique.

SOMMAIRE

2 PRESENTATION

4 PROGRAMME

6 SESSION 1

Impensés de la production du savoir géopolitique : vers une géopolitique féministe et queer

8 SESSION 2

Fabrique du genre et rapport à l'Etat-nation

10 SESSION 3

Corps, pouvoir, espaces publics et privés

12 HORS THEME

La géopolitique à Reims

PROGRAMME

Jeudi 16 novembre 2023 – Campus Croix-Rouge amphithéâtre 10

8h30 – Accueil des participant.e.s

9h – Mot d'ouverture

- Christophe Clément, VP Recherche de l'URCA
- Marta Waldegaray, directrice de l'UFR LSH de l'URCA

9h15 – Introduction des 9èmes Journées Géopolitiques de Reims

- Cyril Blondel, URCA, Laboratoire Habiter

Session 1 – Impensés de la production du savoir géopolitique : vers une géopolitique féministe et queer

9h45 – Relectures féministes de la géopolitique : colonialité du genre et contrôle des corps

- Claire Hancock – Université Paris Est Créteil, Lab'URBA

10h15 – Pause-café (pré-vente de sandwiches par l'Association universitaire de Géopolitique)

10h30 – Produire du savoir sur la production du savoir : réflexivité, épistémologie féministe et empirisme radical

- Katja Girr, Rheinische Friedrich Wilhelms Universität Bonn

11h15 – 'Former des chefs'. Une ethnographie des masculinités combattantes

- Florian Opillard, IRSEM, Défense et Société

12h – Pause Repas (vente de sandwiches par l'Association universitaire de Géopolitique de Reims)

Session 2 – Fabrique du genre et rapport à l'Etat-nation

13h30 – Accueil des participants

14h – Penser les hiérarchies sociales en Iran au prisme des constructions impériales

- Lucia Direnberger, CNRS, UMR LEGS

14h45 – Sexualités, « corps-frontières » et exploitation : les migrantes marocaines dans l'industrie de la fraise en Espagne

- Djemila Zeneidi, CNRS, UMR Géographie-Cités

15h30 – Pause-Café

15h45 – Les réfugié.es LGBT+ et l'ordre sexuel du monde : expériences de la demande d'asile en France au motif de persécutions liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre

- Florent Chossière, Institut Convergences Migrations, CNRS

16h30 – Mot de conclusion de la première journée

- Judicaëlle Dietrich, Université Jean Moulin Lyon 3, UMR EVS

17h – Fin de la première journée

Ciné-débats

17h15 – Accueil du public

17h30 – Ciné-débats, projection du film "Flee" de Jonas Poher Rasmussen

- Lieu : Amphithéâtre recherche, Campus Croix-Rouge, Reims
- Discutant : Florent Chossière (Institut Convergences Migrations, CNRS)

20h – Fin de la séance ciné-débats

Vendredi 17 novembre 2023 – Campus Sciences Po

8h30 – Accueil des participant.e.s

9h – Mot d’ouverture

- *Crystal Cordell Paris, directrice de Science Po Reims*

9h15 – Introduction de la seconde journée

- *Cyril Blondel, URCA, Laboratoire Habiter*

Session 3 – Corps, pouvoir, espaces publics et privés

9h30 – The political geographies of women-only spaces: domestic and sexual abuse services and transgender women

- *Rachel Pain , Newcastle University*

10h15 – Pause-café

10h30 – Violences conjugales, contrôle spatial et responsabilité de l’Etat

- *Marion Tillous, Université Paris 8, UMR LEGS*

11h15 – Prendre place en tant que minorité, dans les espaces publics et dans la société : enquête croisée sur les personnes trans et les femmes musulmanes dans les piscines municipales françaises

- *Milan Bonté, URCA, Laboratoire Habiter*

12h – Conclusion intermédiaire sur la thématique Genre et Géopolitique

- *Anne Laure Amilhat Szary : Université Grenoble Alpes, UMR PACTE*

12h30 – Pause repas (libre)

Hors thème : la géopolitique à Reims

14h – Accueil des participant.e.s

14h15 – Les esclaves sexuelles coréennes sous l’occupation du Japon impérial, le viol comme arme de guerre

- *Emilie Delisée, diplômée 2023 du Master de Géopolitique*

14h30 – L’appropriation du processus de paix par la société civile yéménite (locale et expatriée)

- *Lena Denys, étudiant en M2 Géopolitique*

14h45 – La stratégie française de sécurisation des approvisionnements et de production de lithium

- *Benjamin Housset, diplômé 2023 du Master de Géopolitique*

15h – Questions et débats

15h15 – Pause-café

15h45 – La dépendance de l’Union européenne au gaz russe : le cas de l’Allemagne

- *Manon Robin, étudiante en M2 Géopolitique*

16h – La République islamique d’Iran au pourtour du détroit d’Ormuz : stratégies navales et enjeux sécuritaires

- *Owen Berthevas, étudiant en M2 Géopolitique*

16h15 – Une critique décroissante de la mobilité durable : le cas du vélo à Lyon

- *Benjamin Fleischmann, diplômé 2023 du Master Géopolitique*

16h30 – Questions et débats

17h – Mot de clôture

Session 1

Impensés de la production du savoir géopolitique : vers une géopolitique féministe et queer

Claire Hancock

Université Paris Est Créteil, Lab'URBA

Relectures féministes de la géopolitique : colonialité du genre et contrôle des corps

Comme l'a montré Elsa Dorlin dans *La Matrice de la race: généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française* (2006) le genre, la sexualité et la race se sont construites de manière articulée et jouent un rôle central dans la formation de la nation française, au moment où elle s'est engagée dans l'esclavage et la colonisation. Plus généralement, Maria Lugones a démontré la « colonialité » intrinsèque du genre et de l'hétérosexualisme, au berceau de la modernité capitaliste. Dans ce contexte, ce n'est pas seulement sur le continent américain que le contrôle du corps des femmes, de leur fertilité et de leur reproduction traduit misogynoir et suprématie blanche : des biopolitiques de la reproduction à la géopolitique sportive, de nombreux exemples d'exercice d'un pouvoir politique sur l'intime et les corps se retrouvent à toutes les échelles géographiques.

Katja Girr

Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn

Produire du savoir sur la production du savoir : réflexivité, épistémologie féministe et empirisme radical

Comment le savoir (géopolitique) est-il produit ? Et quel est le rôle du genre dans la production du savoir ? Mon exposé présente l'épistémologie queer/féministe et l'empirisme radical, qui remettent tous deux en question les visions positivistes et 'objectives' du monde. L'objectif est de partager la manière dont j'ai appliqué la réflexivité dans mon projet de thèse, qui examine les émotions et le bien-être des chercheur.euses. La proposition est de mettre le focus sur nous-mêmes, les chercheur.euses, et d'éclairer nos émotions à l'intersection de nos 'terrains' et nos conditions de travail. Comment gérons-nous les violences institutionnelles et celles liées à notre contenu de recherche ? Comment peut-on travailler sur la violence dans un système violent ? Dans quel contexte produisons-nous notre savoir ? J'aimerais surtout présenter des outils pratiques de réflexivité et de méthodologie. Avec un focus sur le genre, l'objectif global est de produire du savoir sur la production du savoir. Et, j'espère, d'éclairer notre propre rôle, nos possibilités et nos choix dans la relation savoir-pouvoir. 6

Florian Opillard
IRSEM Défense et Société

'Former des chefs'. Une ethnographie des masculinités combattantes

« Qui sont ces officiers de l'armée de terre française qui passent deux ans à l'Ecole de guerre-Terre puis l'Ecole de guerre Interarmées ? Après un peu moins de 10 ans de commandement de plusieurs régiments et de multiples OPEX, ils reviennent à l'école, après un âpre processus de sélection. Ces deux années feront d'eux les futurs « grands chefs » de l'armée de terre, entraînant une reconfiguration de leur masculinité, que je propose ici d'analyser.

Devenir de « grands chefs » implique de fait un certain nombre d'ajustements de leurs masculinités, lors de la mutation de leur corps-guerrier en corps-politique, apte à représenter les plus hautes sphères de l'autorité militaire. A partir d'une ethnographie d'une année au sein d'une promotion de 90 officiers (donc 86 hommes), j'analyse, au plus proche de leurs corps, les effets de la montée dans les échelons hiérarchiques sur ces masculinités, concomitante de leur éloignement du champ de bataille. Si la virilité guerrière a été à juste titre décrite par les études féministes comme un puissant outil d'exclusion des femmes des fonctions militaires, j'y décris aussi, à partir des études critiques des masculinités, comment ces reconfigurations constituent un outil de classement et de domination des officiers hommes entre eux ».



Crédits photos : copyright-2011-photophiend
Manifestations féministes aux Etats-Unis, en soutien aux victimes de viol, en 2022.

Session 2

Fabrique du genre et rapport à l'Etat-nation

Lucie Direnberger

CNRS – UMR LEGS Laboratoire d'Etudes de Genre et Sexualité

Penser les hiérarchies sociales en Iran au prisme des constructions impériales

Voici le résumé de l'article publié dans Genre Sexualité & Société en 2023, sur lequel l'auteure s'appuiera dans son intervention :

Cette présentation invite à explorer, au-delà des temporalités révolutionnaires actuelles, les manières dont sont produits et contestés les rapports de pouvoir dans la République islamique d'Iran. D'une part, elle présente les recherches sur l'Iran qui ont analysé les rapports sociaux de pouvoir, en particulier de genre, de classe, d'ethnicité et de race. D'autre part, elle montre les enjeux épistémologiques de la prise en compte de l'imbrication de ces rapports de pouvoir. Enfin, elle revient sur les trois thématiques abordées par les quatre articles et les trois entretiens qui composent ce numéro, à savoir les processus de minorisation raciale, nationale et ethnique au nom des femmes ; la production de la vulnérabilité socio-économique par le genre et l'appartenance ethnique ; et les politiques d'alliances et les hiérarchies sociales entre groupes minoritaires.

Djemila Zenaidi
CNRS – Géographie-Cités

Sexualités, « corps-frontières » et exploitation : les migrantes marocaines dans l'industrie de la fraise en Espagne

Cette intervention porte sur la politique d'encadrement de la migration d'ouvrières agricoles marocaines recrutées dans le cadre de la contractualisation en origine dans la province de Huelva (Espagne). Des mères de famille issues d'origine modeste et rurale sont recrutées pour la « supposée délicatesse de leurs mains ». À l'issue de la saison, les ouvrières doivent impérativement rentrer au Maroc. Pour gérer cette main d'œuvre, une ville (Cartaya) a mis en place un dispositif d'encadrement qui couvre le départ, le séjour et le retour. Il a la particularité de reposer sur une « mobilisation » de la sexualité comme outil et levier du recrutement, et de la mise et maintien au travail. Les nombreuses contraintes qui s'exercent sur les ouvrières sont étroitement liées aux impératifs du contrôle migratoire et contribuent à les constituer en « corps frontières » (Guénif-Souilamas, 2010).

Florent Chossière

ACP - Analyse Comparée des Pouvoirs, Université Gustave Eiffel

Les réfugié.es LGBT+ et l'ordre sexuel du monde : expériences de la demande d'asile en France au motif de persécutions liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre

La situation des personnes LGBT+ dans le monde est souvent lue au prisme d'une vision binaire de celui-ci, opposant de façon essentialisée des espaces de tolérance les pays du Nord -, à des espaces de répression - les pays du Sud. Cette rhétorique de l'« ordre sexuel du monde » (Blidon et Roux, 2011) trouve a priori dans la figure des réfugié.es LGBT+ une assise particulière, puisque leur parcours même peut être mobilisé pour la renforcer : persécuté.es dans leur pays d'origine, ils et elles trouvent refuge dans certains pays du Nord et y demandent l'asile au motif de persécutions liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre (OSIG). Toutefois, lorsque l'on s'attarde sur les expériences vécues de la migration et de la demande d'asile par ces personnes, il apparaît que l'arrivée dans le nouveau pays est loin d'être en soi synonyme de « libération ». En s'appuyant sur une enquête ethnographique de trois ans réalisée auprès de personnes ayant demandé l'asile en France au motif de persécutions liées à l'OSIG, cette communication analyse les effets des politiques migratoires et d'asile restrictives sur l'expérience minoritaire sexuelle ou de genre dans le pays d'arrivée. D'une part, la procédure d'asile marquée par le soupçon à l'égard des requérant.es repose sur un registre de crédibilité normatif auquel tous et toutes ne pourront se conformer, voyant alors leur chance d'obtenir une protection internationale réduite. En outre, la confrontation au soupçon n'est pas sans effet sur la subjectivité minoritaire des individus. D'autre part, le statut migratoire particulier de demandeur.se d'asile, parce qu'il contraint de nombreux pans de la vie des personnes qu'il cible, affecte également la façon dont peut être négociée au quotidien la position minoritaire liée à la sexualité ou au genre.

Session 3

Corps, pouvoir, espaces publics et privés

Rachel Pain

Durham University, Centre pour la Justice sociale

The political geographies of women-only spaces: domestic and sexual abuse services and transgender women

Trans women's access to women-only spaces has become part of increasingly fierce 'culture wars' in the UK and is mobilised by Conservative politicians who hope it is a vote-winning issue. This follows the success of gender-critical campaigners (often white, middle class women who hold prominent positions in the media and academia). They position trans women and girls as a threat, especially to other women and girls, and suggest that cis women do not want to share spaces and essential services with trans people. This paper presents research with cis survivors of sexual and domestic abuse, workers at support services, and trans women. The research aimed to explore how this issue is experienced and managed on the ground: are women's and trans rights and safety in conflict? How are misogyny and transphobia understood? And what is the everyday reality for trans women of navigating cis spaces? These questions have urgency as trans-inclusive services are coming under attack.

Marion Tillous

Université Paris 8 / UMR LEGS

Violences conjugales, contrôle spatial et responsabilité de l'État.

Les violences conjugales fonctionnent comme un piège qui se referme autour de la victime, y compris de manière très concrète et spatiale : celle-ci est peu à peu empêchée de se déplacer et son territoire de vie se réduit à mesure que les violences augmentent, conduisant à ce qu'Eva San Martin (2019) appelle la « déprise spatiale ». Le contrôle spatial qu'exerce le partenaire violent traverse les différentes échelles spatiales, et fait écho aux autres formes de violences de genre qui adviennent dans les espaces publics ou intermédiaires (au travail, chez le médecin, à l'école, etc.), constituant avec elles un continuum spatial des violences de genre.

Les réponses de l'Etat face aux violences conjugales semblent aujourd'hui se multiplier, nous nous demanderons donc s'il est toujours possible d'affirmer, avec Birgit Sauer (2020), que celui-ci « délègue et décentralise la violence aux pères de famille » ? Nous envisagerons le rôle de l'Etat dans la division entre (espaces) public et privé, dans la consolidation de l'idéologie de l'amour et du couple, dans la réponse sécuritaire apportée par un organe (les forces de l'ordre) à la fois chargé d'un rôle de protection et d'enquête, et dans la précarisation sociale dont les conséquences sont fortes sur les parcours de sortie des violences.

Milan Bonté

Post Doc - URCA, Laboratoire HABITER

**Prendre place en tant que minorité, dans les espaces publics et dans la société :
enquête croisée sur les personnes trans et les femmes musulmanes dans les
piscines municipales françaises**

Dans plusieurs villes françaises, les piscines municipales ont été l'objet de luttes de minorités, qui ont dénoncé une mauvaise accessibilité de ces équipements publics. En me fondant sur un cadre d'analyse intersectionnel et en portant attention tant aux dimensions matérielles que symboliques de l'accessibilité des espaces publics, je propose de comparer les négociations entre les pouvoirs publics locaux et deux populations pluridiscriminées qui diffèrent par leur position dans les rapports sociaux de classe, genre et race : les personnes trans et les femmes musulmanes. Cette enquête se fonde sur une étude des discours portés par les protagonistes de négociations menées à Paris, Rennes et Grenoble – associations, élu-es, services techniques des collectivités locales et gestionnaires techniques des équipements. La comparaison met en lumière les rapports de pouvoir qui modèlent les mécanismes de la fabrication de subalternités plus ou moins respectables, et ainsi plus ou moins légitimes dans les espaces publics. Il s'agit, pour les deux publics, de lutter contre une ségrégation compatible avec les idéaux républicains : faire valoir son droit à accéder à la piscine, c'est négocier sa place au sein de la société.



**Conclusion intermédiaire sur la
thématique : Genre et
Géopolitique**

Anne Laure Amilhat Szary
Université Grenoble Alpes – PACTE

Crédits photos : Syria_201_Kobanedemonstration_MontecruzFoto_2014
Manifestations à Berlin, suite à la mort de Mahsa Amini en Iran, en 2022.

Hors thème

La géopolitique à Reims

Émilie Délisée

diplômée 2023 du Master Géopolitique

Les esclaves sexuelles coréennes sous l'occupation du Japon impérial, le viol comme arme de guerre

De 1905 à 1945, l'Empire du Japon occupe la péninsule coréenne. Pendant cette période, le gouvernement japonais met en place des centaines de maisons de viols organisées et incite les militaires à les utiliser. Officiellement, ces maisons ont pour but d'encadrer les rapports sexuels afin de garantir une certaine hygiène en temps de guerre. Officieusement, ces maisons ont pour but de soumettre la population coréenne aux japonais en utilisant leurs corps pour effectuer un rapport de force dans le cadre d'une stratégie de guerre. Ce système, organisé de manière institutionnelle, a fait environ 160 000 victimes, dont 125 000 en Corée (Bourke, 2015), majoritairement des femmes et souvent mineures. Selon les autrices Young-Joo Byun et Hélène Cixous, seulement 25% des victimes ont survécu ce qui signifie que 75% des femmes exploitées sont mortes de maladies, de violences, du fait des mauvaises conditions ou se sont suicidées.

À la suite de deux enquêtes en 1996 et 1998, l'ONU a conclu que le Japon impérial a bel et bien opéré un réseau d'esclavage sexuel pendant l'occupation de la Corée. Toujours aujourd'hui, le Japon ne reconnaît pas sa responsabilité dans l'enlèvement et l'esclavage sexuel des femmes coréennes durant cette période. Depuis presque 90 ans, les relations diplomatiques nippo-sud-coréennes oscillent en fonction du traitement de cette question faite par les partis politiques respectifs. Entre revendications et révisionnisme, le devoir de mémoire est loin d'être fait.

Lena Denys

étudiante en M2 Géopolitique

L'appropriation du processus de paix par la société civile yéménite (locale et expatriée)

La situation du Yémen est un sujet clivant en géopolitique par les imbrications d'échelles et les chevauchements de chronologie entre guerre et paix. En se fondant sur l'hypothèse que la population yéménite n'est pas uniquement victime de la guerre mais aussi artisane de la paix, nous avons pu observer certaines dynamiques. Dès lors que la société civile devient une sphère publique, plus inclusive que nos acceptions occidentales, des initiatives entrent directement dans le cadre du processus de paix. En mêlant enquêtes, entretiens semi-directifs et lectures de travaux antérieurs, nous avons remarqué qu'une large proportion de la société civile yéménite s'investit dans ce domaine, pourtant exclusif à la communauté internationale. ->

La population est en fait même vitale pour ce processus malgré l'invisibilisation qu'elle subit. De multiples acteurs font preuve d'agentivité dans le cadre de ce processus de paix, cela à l'échelle du village ou de la communauté et ainsi renversent les logiques de la guerre au profit d'une recherche de paix.

Benjamin Housset
diplômé 2023 du Master Géopolitique

La stratégie française de sécurisation des approvisionnements et de production de lithium

La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont mis en lumière les fragilités des Etats dépendants d'importations étrangères essentielles. A ces événements s'ajoutent la nécessité d'opérer une transition énergétique. L'une des solutions développées pour faire face à ces enjeux est, en France, la réindustrialisation. Cette réindustrialisation est symbolisée par l'implantation de gigafactories, les usines de batteries et de véhicules électriques. Dès lors la sécurisation des approvisionnements en lithium apparaît comme une condition sine qua non à la réussite de la réindustrialisation et de la transition énergétique. L'Etat français redéfinit donc sa politique concernant le lithium et les métaux. Cette nouvelle politique se traduit par deux grands axes : le (re)développement de la diplomatie des métaux et l'implication de l'Etat et des entreprises dans la sécurisation des approvisionnements en métaux à l'étranger ; ainsi que l'engagement dans une relance minière en France métropolitaine, matérialisée par un soutien politique, économique et discursif de l'Etat envers les entreprises porteuses de projets miniers. Ces stratégies se heurtent cependant à de nombreux enjeux tels que la concurrence internationale pour l'accès aux matières premières et aux métaux, à la difficulté pour les Etats de l'Union Européenne à mettre en place un cadre d'action commun face à la Chine ou les Etats-Unis, ou encore aux problématiques d'acceptabilité dans le développement de projets miniers en France métropolitaine. Alors que nous n'en sommes qu'aux prémices, la relance minière et la stratégie de sécurisation des approvisionnements s'annoncent d'ores et déjà tumultueuses et leur réussite est incertaine.

La dépendance de l'Union européenne au gaz russe : le cas de l'Allemagne

La question de la dépendance énergétique a refait surface depuis que la Russie a réduit drastiquement, en avril 2022, ses importations de gaz vers l'Union européenne, alors qu'elle en était le principal fournisseur. Depuis le début des années 1990, l'UE a entamé la construction d'une politique énergétique commune malgré les difficultés de s'exprimer d'une seule voix. Les Etats membres, ayant conservé leurs prérogatives concernant la gestion de l'énergie, peinent à diversifier leurs approvisionnements. Les gazoducs, nécessaires à l'approvisionnement en gaz du Vieux Continent, sont devenus moyen de pression et levier de puissance dans les conflits, à l'image du réseau gazier Nord Stream. Ce réseau a révélé l'importance de repenser la sécurité, sûreté et souveraineté énergétiques des 27 Etats membres. L'Allemagne s'est retrouvée au cœur d'une crise énergétique et économique d'ampleur européenne, tout en étant alerte du risque russe. Berlin, afin de subvenir aux besoins de son industrie énergivore a consciemment profité d'un gaz russe bon marché. En pleine recherche d'un substitut, l'Europe se tourne vers le GNL américain et d'autres partenaires dont la fiabilité peut être remise en question. Éloignés politiquement, c'est aussi la distance toujours plus grande qui sépare le fournisseur du point de livraison du gaz qui, aujourd'hui, interroge.

Owen Berthevas
étudiant en M2 Géopolitique

La République islamique d'Iran au pourtour du détroit d'Ormuz : stratégies navales et enjeux sécuritaires

Depuis 2016, la République islamique d'Iran a adopté une stratégie navale pleinement offensive. Cette posture, jusqu'alors exclusivement défensive, repose désormais sur le développement des composantes militaires et sur une reconfiguration prononcée de la doctrine stratégique. L'Iran s'affirme comme un acteur enclin à entraver la circulation dans le détroit d'Ormuz, haut lieu de la mondialisation et point névralgique du transport maritime international. Pour faire face à la supériorité navale des États-Unis dans le Golfe Persique, le régime iranien a érigé une stratégie asymétrique. Le Corps des Gardiens de la Révolution islamique, organisme paramilitaire placé sous l'égide de l'autorité suprême iranienne a recours à des moyens non-conventionnels en mer. Afin de renforcer son emprise territoriale au pourtour du détroit d'Ormuz, le régime iranien a amorcé une militarisation de son littoral. La ville portuaire de Bandar Abbas est à l'image de cette entreprise éminemment militaire. La présence de nombreuses îles au large des côtes iraniennes permet au régime d'élargir son champ d'action, notamment balistique. La politique iranienne est à l'origine d'une reconfiguration de l'ordre géopolitique régional dans le Golfe. La nouvelle stratégie iranienne en mer est consolidée par la formation d'alliances extrarégionales avec la Russie et la Chine.

Une critique décroissante de la mobilité durable : le cas du vélo à Lyon

Le paradigme de la mobilité durable domine les conceptions et l'organisation des mobilités humaines quotidiennes dans les centres urbains occidentaux. Le mouvement de la décroissance est critique de l'idée de soutenabilité sur laquelle repose la mobilité durable. Le vélo est l'un des instruments de la mobilité durable... et est également un symbole de la décroissance. Comment ces deux représentations antagonistes partagent-elles un intérêt similaire pour la mobilité vélo ?

Pour y répondre, ce travail s'appuie sur le concept de convivialité d'Ivan Illich, philosophe critique de la société industrielle et auteur de référence de la pensée décroissante. Illich appelle convivial l'outil qui garantit l'autonomie individuelle et l'équité entre les individus.

Ce travail présente les résultats de deux enquêtes dans des espaces de la mobilité vélo dans la ville de Lyon, en France. L'enquête de terrain se déroule dans un atelier associatif d'autoréparation de vélo, l'enquête documentaire examine un système de vélo en libre-service. La confrontation entre les résultats des enquêtes et le concept de convivialité permet d'esquisser des différences entre les représentations durable et décroissante de la mobilité vélo.

Ce travail souligne la nécessité pour les chercheur.euse.s et militant.e.s décroissant.e.s d'un examen critique et systématique des espaces de la mobilité vélo, afin de ne pas tomber dans le piège de la durabilité. Le cadre de travail de la convivialité proposé dans ce travail est un outil pour réaliser cet effort.

Comité scientifique

Anne Laure Amilhat Szary
Université Grenoble Alpes,
PACTE

Cyril Blondel,
Université de Reims Champagne-
Ardenne, HABITER

Marie Bonte
Université Paris 8, LADYSS

Judicaëlle Dietrich
Université Jean Moulin Lyon 3,
EVS

Gabrielle Saumon
Université de Limoges, AC

Comité d'organisation

Cyril Blondel,
Université de Reims Champagne-
Ardenne, HABITER

René-Eric Dagorn
Science Po Reims

Sébastien Piantoni
Université de Reims Champagne-
Ardenne, HABITER

Paul Sanders, NEOMA BS

Héloïse Soupizet
Commission Queer Féministe et
Décoloniale, Comité National
Français de Géographie

Partenaires

Laboratoire Habiter, Université de Reims Champagne-Ardenne
Science Po Campus de Reims
NEOMA BS
Master de géopolitique de Reims
Comité National Français de Géographie (CNFG), Commission
Queer Féministe et Décoloniale
Rectorat de Reims
Association Universitaire de Géopolitique de Reims (AUGR)
Diploweb
Revue L'espace politique

Livret réalisé par Manon Robin, Owen Berthevas et Sébastien Piantoni

